Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21320 - 79ÈME ANNÉE

670.000 euros payés par les contribuables de communes ne respectant pas le seuil minimal de logement sociaux sur leur territoire

Logement social : double peine pour les Réunionnais de 6 communes

Les contribuables de 6 communes de La Réunion devront payer une amende de 670.000 euros car le seuil minimal de logements sociaux sur leur territoire n'est pas respecté. Pourtant, le financement de la construction des logements sociaux est la compétence de l'État. S'il manque des logements sociaux à La Réunion, c'est bien parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour les faire sortir de terre. Parmi les contribuables sanctionnés se trouvent des familles qui sont condamnées à vivre dans un logement insalubre car Paris n'a pas mis les moyens pour construire suffisamment de logements sociaux à La Réunion : c'est la double peine.

6 communes de La Réunion ont été sanctionnées car elles ne respectent pas le seuil de 20 à 25 % de logements sociaux sur leur territoire. Au total, elles devront verser 670.000 à l'Etablissement public foncier de La Réunion (EPFR). Les contribuables de Saint-Leu paieront la plus lourde pénalité : près de 300.000 euros pour un déficit de 1897 logements sociaux. Les contribuables de Saint-Louis seront délestés de 100.000 euros car il manque au moins 1135 logements sociaux. La petite commune des Avirons arrive en troisième position avec 90.000 euros à payer par ses habitants, pour un déficit minimal de 620 logements sociaux.

Logement social : responsabilité de l'Etat

Rappelons que l'État a la compétence en matière de financement de la construction de logements sociaux. Ces logements sont ensuite construits par des sociétés de HLM. Désormais, quasiment toutes sont détenues par des sociétés françaises : Action logement et la filiale Habitat de la Caisse des dépôts et consignations. Ce ne sont pas ces sociétés recevant l'argent de l'État qui sont pénalisées. Ce sont les ha-

bitants des communes qui n'atteignent pas le seuil de logements sociaux prévus par la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU). Selon les explications données, ce déficit résulte soit d'une volonté politique comme aux Avirons, ou soit de la hausse de la population et de l'explosion du coût du foncier comme à Saint-Leu.

Deficit de financement de l'Etat

Sachant que les communes ne sont pas compétentes en matière de construction de logement social mais l'État, c'est normalement à l'État de mettre les moyens pour que les logements sociaux sortent de terre, quel que soit le prix du foncier. A partir du moment où la volonté politique de la commune est d'accueillir des logements sociaux, l'accompagnement financier de l'État doit suivre car la pénurie est importante dans ce domaine. Manifestement, les moyens sont insuffisants en raison d'une structure que l'État a mis en place à La Réunion. Il a décidé d'importer dans notre île le même modèle de production dans ce domaine. Mais La Réunion est une île tropicale à 10.000 kilomètres de Paris. Appliquer à La Réunion les mêmes méthodes qu'en France pour construire des logements conduit à un prix bien plus élevé. Avec un prix au mètre carré supérieur à 1000 euros, peut-on encore parler de logement social dans ces conditions ? En conséquence, les personnes ayant de faibles revenus ne peuvent entrer dans ces logements à moins de bénéficier d'une aide sociale de la CAF. Ce sont ces prestations sociales qui permettent au système de fonctionner sans être capable de répondre aux besoins : il manque environ 30.000 logements sociaux à La Réunion.

De l'argent pour acheter des armes, et pour les logements sociaux ?

Paris a donc mis en place un système inefficace. S'il ne change pas, les contribuables des communes concernées par un déficit de logements sociaux seront encore pénalisés. Et parmi ces contribuables se trouvent des familles qui sont condamnées à vivre dans un logement insalubre car l'État n'a pas mis les moyens pour construire suffisamment de logements sociaux à La Réunion : c'est la double peine.

Cette crise perdure depuis des années alors que les données sont connues depuis longtemps. Or, le gouvernement à Paris est à la tête d'un des États les plus

riches du monde qui peut se permettre de dépenser plus de 400 milliards d'euros les prochaines années pour acheter des armes, les entretenir et payer les militaires qui les utilisent. Paris dispose donc largement des fonds nécessaires pour construire 30.000 logements à La Réunion. Sanctionner les contribuables réunionnais pour une carence de Paris est donc particulièrement injuste.

M.M.

Mise en service prévue le 15 août

Madagascar : le train urbain arrive à Antananarivo

10 jours avant l'ouverture des Jeux des îles de l'océan Indien à Antananarivo, le train circulera de nouveau dans la capitale de Madagascar. Le 15 août sera mis en service le train urbain, une ligne de 12 kilomètres reliant la gare d'Antananarivo aux quartiers Est. Le prix du billet de train sera identique à un trajet en bus urbain : 600 ariary, soit environ 15 centimes.

A leur arrivée à Antananarivo, les centaines de Réunionnais composant la délégation pour les Jeux des îles de l'océan Indien auront la possibilité de prendre le train. En effet, le train urbain arrive dans la capitale de Madagascar. Il sera en service 10 jours avant l'ouverture des JIOI.

Après la réouverture du passagers de la ligne ferroviaire entre Moramanga et Toamasina dans l'Est et de celle entre Fianarantsoa et Manakara dans le Sud ces derniers mois, c'est au tour d'Antananarivo de retrouver le train. A partir du 15 août, le train urbain circulera dans la capitale entre Soarano et Ambohimambola. Cette ligne est longue de 12 kilomètres. 5 des 8 gares seront opérationnelles à l'ouverture. Ce projet est piloté par le ministère des Transports.

Même prix que le bus

Le tarif du billet de train est fixe à 600 ariary, soit environ 15 centimes. C'est le même prix qu'un trajet en bus urbain. Il s'agit donc de proposer une alternative aux taxi afin de réduire les embouteillages. Pour le même prix qu'un trajet en bus, la population aura la garantie d'un voyage bien plus rapide surtout aux heures de pointe : des dizaines de minutes pourront

être économisées dans ce cas.

La ligne reliera la gare située au bout de l'avenue de l'Indépendance dans le centre-ville aux quartiers de l'Est de la capitale. Sur les 8 gares prévues, 5 seront desservies dans un premier temps : Soarano, Anosibe, Soanierana, Mandrozeza et Ambohimambola. Au début, les trains circuleront avec des locomotives diesel. A terme, l'objectif est de faire fonctionner ce train à partir d'énergies renouvelables produisant de l'électricité.

Le train à Maurice et Madagascar mais pas à La Réunion

Après Port-Louis à Maurice, Antananarivo sera la seconde capitale de notre région à être de nouveau desservie par le train. Dans le domaine des transports, le fossé se creuse entre La Réunion et ses voisins. Pour le moment dans notre île, le seul moyen de transport de masse alternatif au tout-automobile est le téléphérique Papang de la CINOR reliant le Chaudron à Bois-de-Nèfles à Saint-Denis. Le projet de tram-train a été stoppé en 2010, privant les Réunionnais du train.

Souhaitons que les Réunionnais qui participeront aux Jeux des îles puissent prendre le train afin de se rendre compte de la nécessité d'un tel mode de transport à La Réunion.

La question de la transparence de Tereos se pose à nouveau

Hausse du prix du sucre : combien pour les planteurs ?

L'an dernier, les discussions de la Convention canne ont montré la puissance de Tereos pour imposer ses vues : c'est l'État qui a fait un effort financier considérable pour soutenir les planteurs, et pas l'augmentation du prix de la canne à sucre payé par Tereos aux producteurs. La hausse du prix du sucre touchant les artisans ne se répercute pas chez les planteurs en raison de la structure de la filière qui permet à Tereos de ne pas jouer la transparence sur ses véritables bénéfices à La Réunion.

Le site Linfo.re a évoqué hier les doléances d'artisans qui se plaignent de la hausse du prix du sucre. Selon les informations recueillies par ce média, le prix des produits sucrés a augmenté en un an de 28 %, et le sucre en poudre de 80 %. Les artisans ne peuvent répercuter une telle hausse sur le prix final compte tenu du pouvoir d'achat des Réunionnais. Ceci peut entraîner des difficultés de trésorerie.

Intransigeance de Tereos

Cette information intervient alors que la campagne sucrière a débuté à La Réunion. Elle se fait sur la base de la Convention canne, accord entre planteurs, industriels et pouvoirs publics, qui fixe les revenus que les planteurs pourront tirer de la canne à sucre. L'an dernier, la campagne sucrière avait débuté avec un mois de retard en raison de l'intransigeance de l'industriel Tereos. Ce dernier ne voulait rien lâcher. C'est l'État qui a mis la main à la poche pour donner les moyens aux planteurs de compenser la hausse importante du coût de production observée ces der-

nières années. L'industriel s'en est tiré à bon compte, avec l'accord de l'État.

Le sucre est la principale valorisation de la canne à sucre à La Réunion. Mais en raison de la structure de la filière, les planteurs ne sont que spectateurs de ce phénomène de flambée des cours du sucre. Puisqu'ils ne sont pas partie prenante dans Tereos, ils ne bénéficient pas de cette hausse des prix du sucre.

Besoin de transparence

En juillet 2021 le gouvernement avait publié un rapport « Perspectives de la filière canne-sucre-rhum-énergie en outre-mer ». Il mettait en évidence notamment le manque de transparence de Tereos sur ses bénéfices à La Réunion, car y opère une filiale dépendant du droit brésilien. Le rapport avait également plaidé pour l'ouverture de Tereos aux planteurs réunionnais. A la base Tereos est une coopérative de planteurs de betterave. Mais si les planteurs de betteraves sont membres de la coopérative, ce n'est pas le cas des canniers à La Réunion. Faute de cela, les planteurs ne sont pas associés aux décisions et aux véritables bénéfices que Tereos tire de la transformation de la canne à sucre livrée.

Ceci contribue à fragiliser la filière, car les producteurs et le transformateur ne sont pas sur un même pied d'égalité alors que théoriquement ils sont partenaires.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La voi d'la rézon na dikilté pou fé antande ali shé nou

Mézami souvan dé foi nou lé bien an pène avèk l'administration pars èl i pran kalité règloman k'i mète pa nou an avan mé i fé rokil anou an aryèr. Apré li rovien dsu mé an atandan la fine fé déga dsi noute zintéré — dsui sète bann prodiktèr an partikilyé.

Dann zoinal dopi dé moi dé moi i anparl lo pti koléoptère é la fasson k'li néna pou détrui bann rish moush a myèl. San rode ki ki pèrde é ki ki gagn bann sèrviss konpétan - lo mo lé pétète in pé for - la désside aplike la prossédir prévi dann in ka konmsa dan La franss é la mète a bril bande zabèye é la protèstassion bann sindika plantèr, bann propriyéyètèr d'rush sa la pa ansèrv arien. Brilé sé brilé mi di azot. La brilé !

Mi souvien sokrètèr zénéral la CGPER, méssyé Moutama, plizyèr foi, la domande in trètman diféranssyé avèk bann moiyn pou lité k'i égziss, ké lé pa radikal mé i fé léfé firamézir. Mé dann lo kartyé Sin-Philip la brilé san anpèsh d'ote zélvaz moush d'ète kontaminé. Pli pir la kontamine bann moush sovaz é pi banna la routourn kontamine bann moush doméstik.

Mi sorte antann dir la préfektir la fé in nouvo l'arété pars lo pti koléoptère té fine atake bande moush a myèl sovaz é konm li lé déor, na poin d'rézon ké li rante pa anndan - dann bann zélvaz doméstik. Donk la désside arète brilé épi ansèrv bande métode mwin brital pou vanz konte lo pti koléoptère.

Konm diré l'ote : i vo myé tar ké zamé, mé la voi la rézon néna difikilté pou fé antann ali dann noute péi.

A bon antandèr, salu !

Justin